

Le renforcement de la recherche participative en Éthiopie : Entretien avec Abra Adamo

2000-09-21

John Eberlee

Abra Adamo, chercheuse universitaire au [Centre international d'agriculture tropicale](#) (CIAT), vient de passer un an à travailler auprès de l'Organisation de recherche agricole d'Éthiopie à un projet de recherche participative pour l'amélioration de la gestion de l'agro-écosystème (PRIAM). De mai 1999 à mai 2000, Mme Adamo a, dans le cadre de cette initiative multipays lancée par CIAT et la Fondation Rockefeller, consigné par écrit les expériences de recherche participative menées par des collectivités locales et des établissements de recherche nationaux à un ou plusieurs sites de recherche PRIAM en Éthiopie.

*De ses travaux in situ, Abra Adamo conclut que le projet PRIAM est une expérience réussie : les agriculteurs se sont engagés à fond et beaucoup plus qu'on ne s'y attendait dans la recherche participative, et les chercheurs de PRIAM ont pu établir des liens étroits et une solide collaboration avec les paysans qui ont pris part au projet. Elle estime toutefois qu'il manquait les mécanismes nécessaires pour assurer une vaste diffusion des résultats de la recherche parmi les collectivités avoisinantes. Deux états de fait expliquent, en partie, cette lacune : on n'a pas tenu compte des hypothèses émises au sujet des rapports entre les agriculteurs participants et leur « collectivité », et on ne s'est pas assuré que les paysans participants représentaient toutes les catégories d'agriculteurs ni la diversité des réseaux sociaux que les Éthiopiens ont formé au sein des collectivités locales et entre elles. Ces constatations permettent aux établissements de recherche et aux organismes donateurs engagés dans la recherche participative communautaire de tirer des enseignements profitables. **Explore en ligne** interviewait récemment Abra Adamo sur ce projet de recherche.*

Q. Pouvez-vous décrire le projet PRIAM dans ses grandes lignes ?

R. Tout a commencé en 1997. CIAT Africa s'est engagé dans PRIAM parce qu'il estimait que le projet allait lui permettre de trouver, avec ses partenaires, le moyen de modifier leurs travaux pour en améliorer les résultats. Le problème c'est que dans beaucoup de centres de recherche nationaux, le taux d'utilisation de la technologie est très bas. Le projet visait à montrer aux chercheurs tous les avantages que comporte une participation plus significative des agriculteurs à leurs travaux. Souvent, dans le système national de la recherche, les scientifiques mettent au point des technologies sans même demander aux agriculteurs, qui sont en fin de compte ceux qui les utilisent : *Qu'aimeriez-vous avoir ? Quels sont vos besoins ? Quels problèmes vous faut-il régler ?* En Éthiopie, les paysans consultés à deux des quatre sites de recherche s'intéressaient surtout à la machinerie agricole. L'objectif de PRIAM a donc été d'amener les agriculteurs et les collectivités à participer au développement technologique de sorte que les technologies mises au point par les établissements de recherche nationaux et internationaux satisfassent aux besoins et aux intérêts des agriculteurs, quelle que soit leur spécialité, et que la recherche même soit viable.

Q. Quelles sont les principales forces et réalisations du projet PRIAM ?

R. Ce projet a, à bien des égards, des points forts vraiment impressionnants. Le plus important dont j'aie été témoin a été la nature et l'ampleur de la contribution des agriculteurs à cette recherche. Melesse Temesgen, un ingénieur qui travaille à l'Organisation de recherche agricole d'Éthiopie (ORAE), a mis au point des machines agricoles qui servent d'accessoires aux charrues de bois indigènes, les *mareshas*. Par exemple, il a conçu des charrues pour le grattage en surface afin de réduire les pertes d'humidité du sol dans les zones caractérisées par les tensions hydriques. Des semoirs ont été construits pour être attachés aux *mareshas* et permettre aux paysans de semer en rangs plutôt qu'à la volée. Cette pratique fait désormais partie des systèmes d'exploitation locaux et a eu des effets spectaculaires non seulement sur le rendement et le revenu des paysans, mais sur tout le système de production.

Melesse se rendait dans les champs trois ou quatre fois par semaine pour permettre aux agriculteurs de mettre ses idées à l'épreuve et pour les encourager. Il leur demandait : *Qu'en pensez-vous ? Pouvez-vous manier l'outil à votre aise ? Fonctionne-t-il comme vous voulez ?* Les agriculteurs lui faisaient aussitôt des suggestions et des recommandations : *Cette charrue ne creuse pas assez profond.* Ou encore : *Elle est trop lourde et mes boeufs sont fatigués*, etc. Melesse retournait alors à son laboratoire, faisait les modifications demandées et, au bout de quelques semaines, rapportait une nouvelle version de la charrue. L'interaction entre le chercheur et les agriculteurs était constante, et le savoir, l'expertise et l'expérience de ces derniers étaient grandement respectés. Melesse affirme que ces technologies ne seraient jamais devenues les machines appropriées et utiles qu'elles sont aujourd'hui si ce n'avait été de la participation de ces paysans.

Grâce à cette étroite collaboration, les agriculteurs ont davantage conscience de leur valeur, de leurs capacités et de leur savoir. Ils ont le sentiment d'avoir plus de pouvoir et démontrent cette autonomie dans leurs relations avec les vulgarisateurs, par exemple : *Nous n'aimons pas la variété de semences que vous nous avez donnée, diront-ils. Nous voulons plutôt celle-là.* La légitimation de leur savoir et leur participation au développement technologique permettent aux agriculteurs d'exiger de la recherche formelle et du système de vulgarisation des choses qu'ils n'auraient jamais osé demander auparavant.

Q. Dans quelle mesure les agriculteurs choisis pour ce projet étaient-ils représentatifs de leur collectivité ?

R. En recherche participative, c'est là une importante question. C'est un des premiers aspects sur lesquels je me suis penchée : Comment les agriculteurs ont-ils été choisis ? Selon quels critères ? Représentaient-ils différentes catégories de revenu, les hommes et les femmes, divers groupes ethniques ? Mais ces critères ne faisaient pas partie du processus de sélection. Peut-être les chercheurs nationaux ont-ils présumé que si on choisissait des agriculteurs au sein d'une collectivité donnée, ils représentaient nécessairement l'ensemble de la collectivité. Je ne crois pas qu'ils aient songé au mode de sélection ni à obtenir une représentation des différentes catégories de personnes qui forment une collectivité. Heureusement, aux deux sites où j'ai travaillé, lorsque j'ai fait une analyse des revenus, les agriculteurs choisis représentaient assez bien les différentes catégories de revenu de la population locale. Mais ce n'est qu'un hasard.

L'ORAE peut toutefois retenir cette leçon : à l'avenir, il faudra tenir compte de la façon dont les agriculteurs sont choisis et prendre garde à qui fera la sélection, parce que cette fois-ci la sélection a été faite exclusivement par les chercheurs et les vulgarisateurs. Les agriculteurs n'ont pas eu voix au chapitre. Il faut, au moins dans une certaine mesure, qu'ils participent à toutes les étapes de la prise de décision.

Q. Vous avez fait état de certains problèmes en ce qui concerne l'approche « communautaire » de PRIAM. Faut-il comprendre, par exemple, que cette approche était inconnue en Éthiopie ?

R. Oui. Dès que je suis arrivée, je me suis rendu compte que ce concept n'avait pas sa raison d'être dans le contexte socioculturel des deux sites PRIAM à l'extérieur de Nazret. Rien dans la collectivité ne « sentait » la « communauté ». À ma connaissance, il n'y a jamais eu de réunion communautaire. Je n'ai jamais vu d'activités communautaires — rien qui laisse entendre que les villageois se réunissent en un groupe unifié. Mes soupçons ont été confirmés lors de mon analyse des activités et réalisations du groupe formé par les agriculteurs et chercheurs de PRIAM. En général, ils travaillaient très bien ensemble, encore une fois en raison de la façon dont ils avaient été choisis : ils étaient amis. Plusieurs faisaient partie de la même famille. Au sein d'au moins un des groupes, la cohésion était particulièrement forte et il a accompli beaucoup. Mais j'ai bien vu que ce groupe n'avait pas une idée très nette du rôle qu'il devait jouer par rapport à la collectivité.

Je me suis donc entretenue avec les chercheurs pour savoir dans quelle mesure ils avaient discuté de l'approche communautaire lors de l'établissement du groupe d'agriculteurs. Ces derniers aussi bien que les chercheurs ont affirmé que le sujet n'avait jamais été abordé. Ils se sont surtout concentrés sur les expériences qu'ils allaient tenter, les technologies qui seraient testées et la manière de travailler en groupe. Dans les discussions, on n'a guère accordé d'attention à des questions comme : « Qu'est-ce qui définit une collectivité ? Quels en sont les membres et où les trouvent-on ? Comment et quand les intégrer ? Doivent-ils participer à toutes les activités ou seulement à certaines ? » Je voulais aussi connaître les impressions des membres de la collectivité sur le groupe d'agriculteurs et de chercheurs, et ce qu'ils savaient du projet. Mais j'ai appris que la collectivité n'était guère au courant du rôle qu'elle devait jouer dans le cadre du projet.

Manifestement, le concept de « collectivité » posait problème. J'ai donc réorienté mes questions : « Que fait-on devant cette situation ? Dans quelle mesure est-ce que cela crée plus de difficultés que d'avantages ? D'autres concepts seraient-ils plus appropriés ? Quels critères d'organisation sociale faudrait-il utiliser pour qu'ils soient plus appropriés comme moyens d'intervention ? Par exemple, est-il possible de diffuser les résultats de la recherche par des réseaux sociaux d'agriculteurs qui reflètent leurs rapports quotidiens ? »

Q. Autrement dit, pour assurer une plus vaste diffusion des nouvelles technologies, vous pourriez former un groupe d'agriculteurs et de chercheurs qui ne constitue pas en soi une collectivité autonome, mais qui serait plutôt représentatif des réseaux d'agriculteurs qui existent dans les villages ?

R. C'est bien cela. Si l'on se concentre uniquement sur une collectivité, que cette collectivité « existe » ou non, les répercussions ne se feront sentir qu'à l'échelle communautaire. Tandis que la nature même de ces réseaux d'agriculteurs, qui souvent comprennent des gens de différents villages, permet — à des degrés divers — la diffusion effective des technologies et de l'information, et de faire valoir les avantages de l'utilisation des nouvelles technologies.

Q. Donc, vous recommanderiez qu'avant d'entreprendre un projet de recherche participative, l'équipe de recherche procède à l'étude de la dynamique communautaire afin de bien identifier les réseaux sociaux ?

R. Certainement. Je pense qu'il est crucial d'effectuer une analyse sociale, au moins jusqu'à un certain point, et pas uniquement avant de choisir les agriculteurs mais avant même d'arrêter l'idée de ce que sera le projet, parce que cela a d'importantes répercussions sur les résultats de la

recherche. Cela peut se faire par différents moyens, en établissant le profil des réseaux sociaux par exemple, mais surtout lors de discussions générales avec les gens : il faut parler aux paysans, leur demander avec ils travaillent, avec qui ils font la fête, en qui ils font confiance. On peut se faire une idée très juste de ces aspects sans avoir y mettre trop de travail, encore que plus on y consacre de temps et d'effort, mieux on comprend les relations sociales des populations locales.

Je sais bien que les chercheurs n'ont pas tout leur temps et que, souvent dans les centres de recherche nationaux, ils ne disposent pas d'une grande capacité de recherche sociale. Il s'agit donc, pour les institutions partenaires, à la fois d'une question d'analyse sociale et de renforcement des capacités de recherche, au moins dans une certaine mesure.

Il s'agit maintenant de savoir comment aborder le problème. La recherche participative commande une approche fondamentalement différente des méthodes de recherche classiques. Il faut se battre pour faire accepter un concept, mais aussi une méthodologie. Le renforcement des capacités est essentiel. Il faut aussi intégrer les chercheurs spécialisés en sciences sociales aux centres de recherche et aux réseaux établis pour indiquer clairement — par des études de cas, par exemple — pourquoi ces analyses sociales sont indispensables à toutes les étapes d'un projet.

Renseignements :

Abra Adamo, chercheuse adjointe au directeur général, CIAT, A.A. 6713, Cali, Colombia; tél. : (+57-2) 445-0087 *ou* liaison-satellite É.-U. (tél.) : (+650) 833-6625, poste 3087; télec. : (+57-2) 445-0099, 445-0073; liaison-satellite É.-U. (télec.) : (+650) 833-6626; courriel : a.adamo@cgiar.org *ou* abraadamo@yahoo.ca

Des liens à explorer...

[Les fermiers comme chercheurs : l'avènement de la sélection végétale participative](#), par Gerry Toomey.

[Les femmes et la recherche agricole participative](#), par Gerry Toomey.